

## "La Suède s'accroche à son modèle" dans Le Point (19 septembre 2003)

**Légende:** Le 19 septembre 2003, l'hebdomadaire français Le Point commente les raisons, notamment économiques, sociales et culturelles, qui expliquent le vote négatif des Suédois, par 56,1 % des voix, à l'issue du référendum organisé le 14 septembre sur l'adoption de la monnaie unique européenne.

**Source:** Le Point. [EN LIGNE]. [Paris]: [10.08.2005]. Disponible sur <http://www.lepoint.fr/europe/document.html?did=134857>.

**Copyright:** (c) Le Point

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"la\\_suede\\_s\\_accroche\\_a\\_son\\_modele"\\_dans\\_le\\_point\\_19\\_septembre\\_2003-fr-d2b8f646-548c-4419-8376-905372018ff4.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 19/09/2012

## La Suède s'accroche à son modèle

**L'assassinat d'Anna Lindh n'a pas bouleversé le vote prévisible des Suédois, qui entendent préserver leur modèle social. Le « nej » l'a largement emporté**

par Yves Cornu et Olivier Truc

Jusqu'au dernier moment les Verts ont fait campagne contre l'adoption de l'euro par la Suède. Sur le stand qu'ils avaient installé dans le hall de la gare centrale de Stockholm, une vidéo vantait les vertus d'une Scandinavie de carte postale : images d'une nature sauvage que l'homme a apprivoisée sans l'asservir, visages d'enfants rayonnants censés refléter une société idyllique ; le tout assorti d'un commentaire off promettant l'apocalypse en cas de victoire du « ja » (oui) au référendum du 14 septembre. Quelques centaines de mètres plus loin, des anonymes en pleurs continuaient de faire la queue pour déposer des roses devant le grand magasin où, quatre jours plus tôt, la ministre des Affaires étrangères, Anna Lindh, avait été agressée de plusieurs coups de couteau, avant de décéder, le lendemain.

Le drame qui a bouleversé tout le pays est en lui-même un concentré des contradictions suédoises. La victime n'était pas seulement la voix du royaume à l'étranger de par ses fonctions de chef de la diplomatie ; elle en était devenue l'emblème. Blonde quadragénaire, aussi énergique que souriante, Anna Lindh incarnait toutes les vertus que revendiquent les Suédois. Sociale-démocrate comme il se doit dans un pays où ce parti gouverne presque sans partage depuis soixante-dix ans. Femme dans un système qui ne badine pas avec la parité. Passionnée mais respectueuse de ses contradicteurs au point de s'attirer leur estime. Restée d'une simplicité toute nordique jusqu'à prendre le train de banlieue comme tout un chacun, ou faire ses emplettes sans escorte au péril de sa vie.

Elle était la candidate parfaite pour succéder un jour au Premier ministre, Göran Persson, et devenir ainsi la première femme à diriger un gouvernement suédois. Sa fin, en forme de fait divers sordide, n'en paraît que plus incongrue et rappelle à tout le pays de douloureux souvenirs.

Ceux-ci remontent à une soirée de février 1986. Père spirituel d'Anna Lindh, le Premier ministre Olof Palme sortait du cinéma en compagnie de sa femme, mais sans le moindre garde du corps, lorsqu'il fut abattu de deux balles par un inconnu. Jamais la police, dont les errements sont restés célèbres, n'a réussi à confondre le coupable et a fortiori à expliquer ses motivations.

« Pourvu que cette fois-ci ils attrapent le meurtrier. » Le premier moment d'émotion passé, ce fut un cri du cœur général d'une population qui redoutait le tragique de répétition. En dépit d'erreurs initiales (manque de réactivité, diffusion d'informations erronées sur les vêtements du meurtrier présumé), les enquêteurs ont annoncé mardi soir avoir arrêté le suspect numéro un.

Grâce à l'arme du crime qui doit permettre d'isoler l'ADN de l'agresseur et aux témoignages des nombreux clients présents au moment du drame les policiers devraient déterminer le degré de responsabilité de ce Suédois de 35 ans, présenté par la presse comme un délinquant lié aux milieux néonazis et aux hooligans.

La confirmation d'un dénouement rapide mettrait à coup sûr un peu de baume au cœur de l'opinion. Car, au sortir de cette semaine de folie, la Suède peine à se reconnaître. Elle a perdu son icône ; ce nouvel assassinat, après celui de Palme, lui impose de douloureuses remises en question ; et à l'issue d'un référendum qui s'est soldé par une victoire sans appel du « nej » (le non à l'euro a recueilli 56,1 % des suffrages), l'union sacrée qui avait prévalu au lendemain du drame national a volé en éclats.

### Complexe de supériorité

L'état des lieux n'est certes pas reluisant, mais toutes les sociétés occidentales, si développées soient-elles, ont un jour ou l'autre connu pareil coup du sort. Si les 9 millions de Suédois semblent surmonter l'épreuve avec plus de difficulté que d'autres, c'est précisément parce qu'ils ne se croient pas comme les autres. « Comme dans le reste de l'Europe du Nord, nous vivons avec la conviction que notre modèle de société est le

plus abouti, techniquement, socialement et en matière d'éthique, explique l'ethnologue Ake Daun. Cette prééminence relève pourtant du mythe dans bien des domaines, y compris en matière de protection sociale. »

Le complexe de supériorité est d'autant plus développé chez les héritiers de Bernadotte que la Suède a toujours été la puissance dominante en Europe du Nord, guerroyant contre la plupart de ses voisins qui, à un moment ou à un autre de leur histoire, se sont retrouvés sous sa coupe. La Finlande fut suédoise pendant des siècles avant de passer sous domination russe puis de s'en affranchir. Quant à la Norvège, elle n'a accédé à l'indépendance qu'en 1905. Aujourd'hui encore, la Suède reste la première puissance régionale, tant sur le plan démographique qu'en termes de poids économique.

Et si, dans les années 70, le « modèle suédois » est devenu une référence dans le domaine social, c'est bien parce que le gouvernement de l'époque s'est montré plus audacieux que ne l'ont été ses voisins. Contrepartie d'une pression fiscale record, l'État providence n'est plus aujourd'hui aussi séduisant, à cause d'une situation économique et d'un équilibre démographique moins favorables. Les listes d'attente s'allongent dans les hôpitaux, qui manquent de médecins et d'infirmières ; le système de congés maladie a donné lieu à toutes sortes d'abus.

Malgré ces restrictions, la protection sociale à la suédoise a encore de beaux restes. L'allocation chômage perçue par les 5,4 % de travailleurs sans emploi reste généreuse, le congé maternité est toujours d'un an et les études restent entièrement gratuites à quelque niveau que ce soit.

### **Recrudescence des agressions**

A l'orgueil légitime des petits pays qui ont réussi s'ajoute une condescendance certaine à l'égard du sud de l'Europe. Dans l'inconscient collectif, la Suède reste cet éden qui doit à sa neutralité de n'avoir pas été en guerre depuis deux siècles ; une société égalitaire, peuplée de gens vertueux et protestants, par opposition à « cette Europe des femmes au foyer et des classes sociales, de l'égoïsme et du cynisme, du catholicisme et du nationalisme », selon l'expression délibérément caricaturale d'Ake Daun.

De fait, sous ces latitudes, le civisme n'est pas un vain mot, à en juger par la participation record au référendum de dimanche (81%) ou par le nombre très limité des victimes de la circulation. La Suède a également été l'an dernier le pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés irakiens, après s'être montrée également généreuse à l'égard des Kurdes ou des Afghans.

Mais cette société voulue idéale n'est pas à l'abri de certains effets pervers. Notamment de la violence, qui peut culminer avec l'assassinat d'une ministre ou celui d'un chef de gouvernement ; personnalités d'autant plus vulnérables que le dogme d'une « société ouverte » leur imposait jusqu'à présent de se comporter comme l'homme de la rue.

Cette criminalité s'est également banalisée au point de voir la Suède figurer dans le peloton de tête des pays européens. On assiste en particulier à une recrudescence des agressions depuis que, dans le milieu des années 90, le gouvernement a fermé plusieurs centres psychiatriques par souci d'économies, et relâché leurs pensionnaires dans la nature. Piétons tués par un conducteur dément, vieillard roué de coups par un déséquilibré dans le métro, employé poignardé par un collègue licencié ; plusieurs agressions spectaculaires ont ainsi eu lieu à Stockholm au cours des derniers mois.

Qu'importe : d'autant plus convaincus d'être différents des autres qu'ils idéalisent leur pays, les Suédois ne seront jamais des Européens de cœur. Une retenue finalement très nordique. A l'inverse d'autres petits États périphériques tels la Grèce, le Portugal ou l'Irlande, qui ont largement bénéficié de la manne communautaire, les Scandinaves sont trop riches pour espérer le moindre avantage financier, et ils craignent de perdre certaines de leurs spécificités.

Défiance qui s'est déjà exprimée de diverses façons. La Norvège avait purement et simplement refusé d'intégrer le Marché commun en 1972, et le Danemark a renoncé à l'euro il y a trois ans. Seule de la région, la Finlande fait preuve d'un réel enthousiasme pro-européen qu'explique pour une large part la crainte que

continue d'inspirer la Russie voisine.

### **La neutralité, vache sacrée**

« Les Suédois ne sont pas européens, déplore Anna Munkhammar, animatrice d'une association patronale qui a fait campagne en faveur de l'euro. En 1994, ils se sont prononcés en faveur d'une adhésion à l'Union, mais c'était un vote de circonstance, dicté par une situation économique qui était alors difficile. Fondamentalement, l'électorat reste intoxiqué par cinquante ans de propagande des sociaux-démocrates, qui leur ont fait croire que la troisième voie - entre capitalisme et communisme - était la seule option possible. Du coup, tout ce qui vient de l'extérieur est perçu comme une menace. »

La neutralité, autre vache sacrée, n'incite pas à s'engager dans un projet supranational. « Les Suédois, qui ont ainsi échappé aux deux guerres mondiales, sont incapables de devenir acteurs d'un projet politique, remarque un journaliste. Ils se comportent comme des clients sur un marché. Si ce qu'on leur propose leur plaît, ils achètent. Dans le cas présent, ils ont jugé que l'euro était contraire à leurs intérêts, alors ils ont laissé tomber. »

La marchandise leur aura semblé d'autant moins appétissante qu'au moment même où Anna Lindh et les siens se dépensaient sans compter pour vanter les mérites de la monnaie unique, Paris, Berlin et Rome se faisaient rappeler à l'ordre par Bruxelles en raison de leur incapacité à respecter le pacte de stabilité. La Suède, qui affiche cette année encore un excédent budgétaire et une croissance deux fois supérieure à celle de la zone euro, n'aura peut-être jamais la fibre communautaire, mais certains « vrais européens » seraient malvenus de s'en offusquer.